



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Premier Ministre, Monsieur Guillaume Kigbafori Soro, informe l'opinion nationale et la Communauté internationale que le Ministre de l'Economie et des Finances, sur instruction du Président de la République, a procédé, ce jour, 15 janvier 2008, au décaissement de la somme de 4,6 milliards de francs CFA au bénéfice de la Commission Electorale Indépendante (CEI) et de l'ensemble des structures nationales en charge du processus d'enrôlement, afin de poursuivre et d'achever l'opération en cours en Côte d'Ivoire ainsi qu'à l'étranger, dans les meilleurs délais. Ce décaissement prend aussi en charge le redéploiement de l'administration judiciaire, conformément aux recommandations de l'Accord complémentaire IV de Ouagadougou.

Cet approvisionnement vient s'ajouter à la somme de 2,3 milliards francs déjà décaissée au cours de ce mois de janvier 2009, soit un total cumulé de 6,9 milliards de francs CFA au 15 janvier 2009.

Le prochain décaissement d'un montant de 2,7 milliards de francs CFA s'effectuera dans le courant du mois de février 2009.

Cet effort financier important que vient de consentir le gouvernement a été décidé à l'issue d'une concertation au sommet entre le Président de la République, Monsieur Laurent Gbagbo, le Premier Ministre et le Président de la CEI, faisant suite à plusieurs réunions techniques des structures chargées de l'enrôlement qui ont clairement exprimé leurs besoins financiers incompressibles à hauteur de 7,7 milliards de francs CFA pour poursuivre et achever l'opération.

Le Premier Ministre informe par la même occasion que cet effort financier de l'Etat de Côte d'Ivoire est soutenu par la communauté internationale qui s'est engagée par le biais de l'ONUCI, du PNUD et de l'Union Européenne. Ainsi, l'ONUCI renforcera le dispositif logistique mis en place, notamment par l'accroissement du parc automobile de l'opération, en passant de 200 à 305 véhicules. Le PNUD mettra 650 millions de francs CFA à disposition dans le cadre du redéploiement de l'administration judiciaire en zone Centre-Nord-Ouest. Enfin l'Union Européenne s'est engagée à hauteur de 2 milliards de francs CFA pour soutenir les structures nationales impliquées dans le processus d'identification et de recensement électoral, dès la fin du mois de février 2009.

Le Premier Ministre mettra en place un dispositif avec les services du Ministère de l'Economie et des Finances pour garantir l'utilisation rationnelle des ressources en fonction des besoins exprimés. Ainsi, il s'agira de :

- Premièrement, valider les requêtes des structures ;
- Deuxièmement, approvisionner les structures en fonction des besoins exprimés ;
- Troisièmement, utiliser ces ressources conformément aux besoins ;
- Quatrièmement, justifier l'utilisation de ces ressources au cabinet du Premier Ministre et au Ministère de l'Economie et des Finances.